Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 51 (1978)

Heft: 9

Artikel: Pro Fribourg : pour quel Fribourg?

Autor: Bourgarel, G.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-128108

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

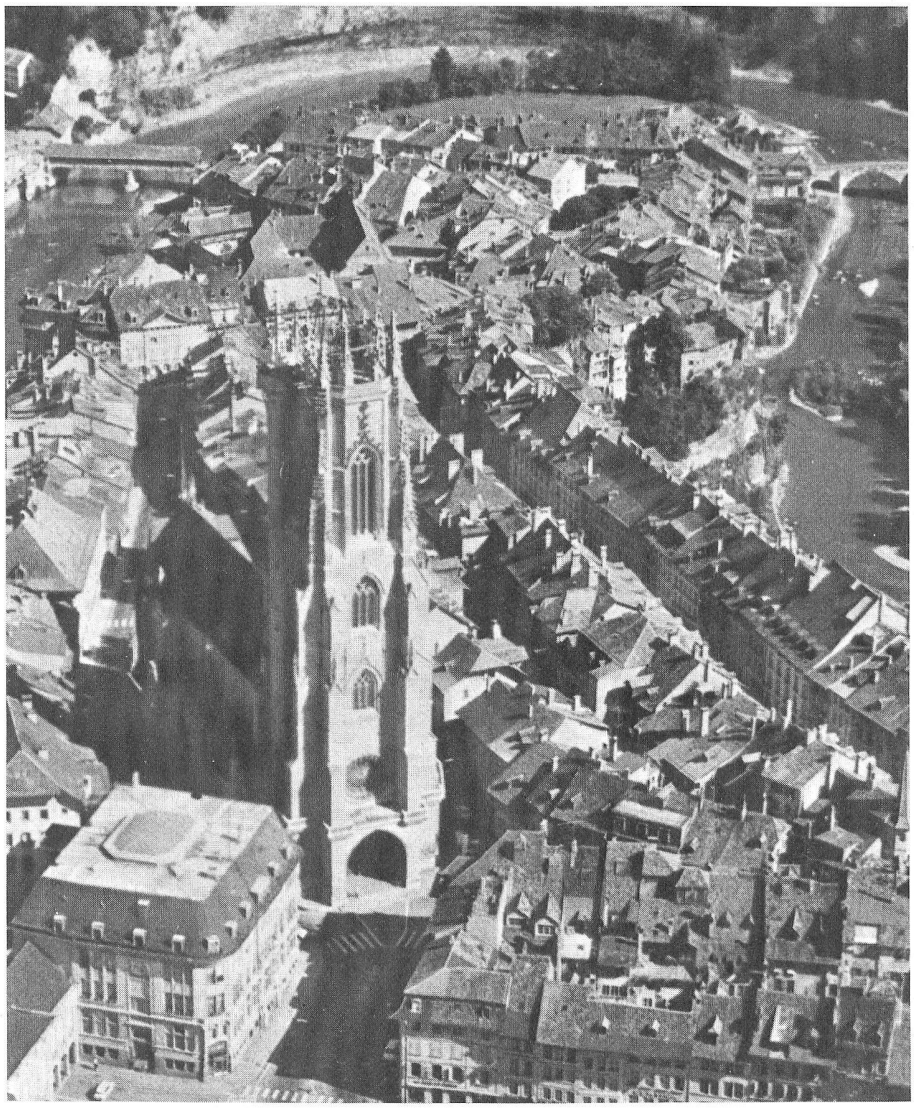
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 22.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

PRO FRIBOURG: Pour quel Fribourg?

Le combat mené par Pro Fribourg depuis bientôt quinze ans s'apparente à celui des nombreux mouvements similaires qui se sont manifestés en Europe occidentale: il s'inscrit dans le courant multiple des luttes contestataires, des revendications, des initiatives de participation à l'aménagement du cadre de vie. Ces initiatives sont la réaction vitale de citoyens face à la sclérose des institutions, des pouvoirs, des partis politiques. Dans des systèmes démocratiques, mais de plus en plus bureaucratisés et dominés par les pouvoirs technocratique et financier, elles apportent le contrepoids nécessaire de l'imagination. Elles sont enfin l'expression de la renaissance d'une Europe des régions face au pouvoir centralisateur des Etats. Si l'action de tous ces Till Eulenspiegel de mouvements civiques et contestataires reste encore souvent vouée à l'échec, elle n'en représente pas moins un espoir de renouveau, ou de simple survie, de nos démocraties. C'est en tout cas la conclusion qui s'impose à la lecture d'un ouvrage récent, *Introduction à la participation,* lequel fait le bilan de ces initiatives en Alsace, en Bade-Wurtemberg et dans les cantons suisses.[1]



1

Le point de départ d'une action

A l'origine d'un mouvement civique, il y a presque toujours un événement choc qui sert de révélateur et permet de cristalliser les oppositions. A Fribourg, ce fut, en 1963, le projet d'immeuble administratif à la rue des Bouchers, qui risquait de détruire, aux abords mêmes de la cathédrale, un ensemble de maisons anciennes à dominante verticale, pour le remplacer par une masse horizontale de béton et de verre.

Le débat autour de ce projet (finalement abandonné sur l'intervention directe du Conseil fédéral) servit de point de départ à la réflexion de quelques habitants de la ville et amis de l'extérieur. Sauf concours de circonstances exceptionnel, comme dans le cas de la rue des Bouchers, les combats d'arrière-garde et autres interventions non organisées et de dernière heure apparaissaient voués à l'échec. Il fallait donc de toute urgence prendre les devants, acquérir une connaissance approfondie de la réalité dans ses dimensions passée et présente pour promouvoir une véritable politique d'avenir. Sinon, ce qui faisait encore la physionomie exceptionnelle de Fribourg — cette ville ancienne pratiquement intacte alliant harmonieusement ses constructions au site — allait être rapidement grignotée, du dehors par la pression économique et du dedans par l'usure du temps et la dégradation de ses valeurs communautaires. Cette démarche, alternant la recherche, l'information et la participation, allait conduire à la prise de conscience qu'une politique cohérente de sauvegarde et de mise en valeur de la Vieille Ville se concevait nécessairement dans une approche globale des problèmes de l'ensemble de la ville et de son agglomération.

Mais un mouvement civique ne se définit pas seulement en fonction de son adaptation aux contraintes extérieures, il est la résultante de la propre évolution d'hommes et de femmes qui, partant d'une réflexion sur la société dans laquelle ils vivent et dont ils subissent les contradictions et les tensions, sont amenés, dans l'action, à élargir leur perception de la réalité et à réviser leurs conceptions.

Car une telle action constante et évolutive n'est possible que si l'on se réfère à une vision plus large des choses, qui est celle d'esprits tels que Ivan Illich, Henri Laborit ou Denis de Rougemont. Le domaine restreint, dans lequel, par besoin d'efficacité, nous limitons volontairement notre action, ne nous rend donc pas étrangers ou indifférents aux luttes de ceux qui protègent la nature et la faune, combattent le gaspillage des sources d'énergie, la fuite en avant dans le nucléaire ou le pillage des ressources du tiers monde.

2

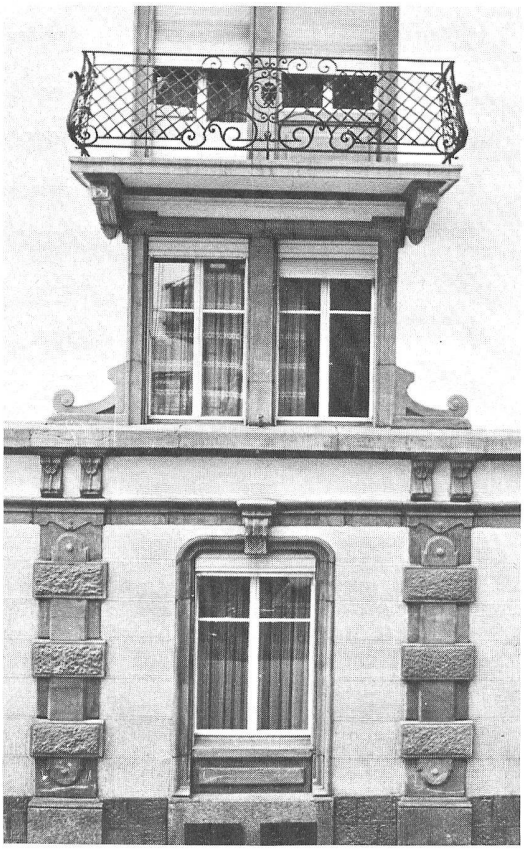
La situation présente de Fribourg

Dans le périmètre de la «zone protégée», la Vieille Ville de Fribourg paraît aujourd'hui à l'abri de la destruction. En effet, le 8 mai 1970, est entré en vigueur un règlement de construction pour les zones protégées de la ville. Il a eu le mérite de mettre un terme aux saccages les plus visibles, tels que les surélévations abusives et les démolitions. Mais cette réglementation assez rigide ne s'applique qu'à l'aspect extérieur. Ainsi la forme et la grandeur des lucarnes sont-elles étroitement fixées (à l'encontre d'ailleurs de la souplesse d'adaptation des solutions anciennes), alors que la décoration intérieure, les volumes des pièces, les escaliers anciens sont souvent détruits ou altérés lors de «restaurations» qui font usage de normes à défaut d'imagination et de sensibilité.

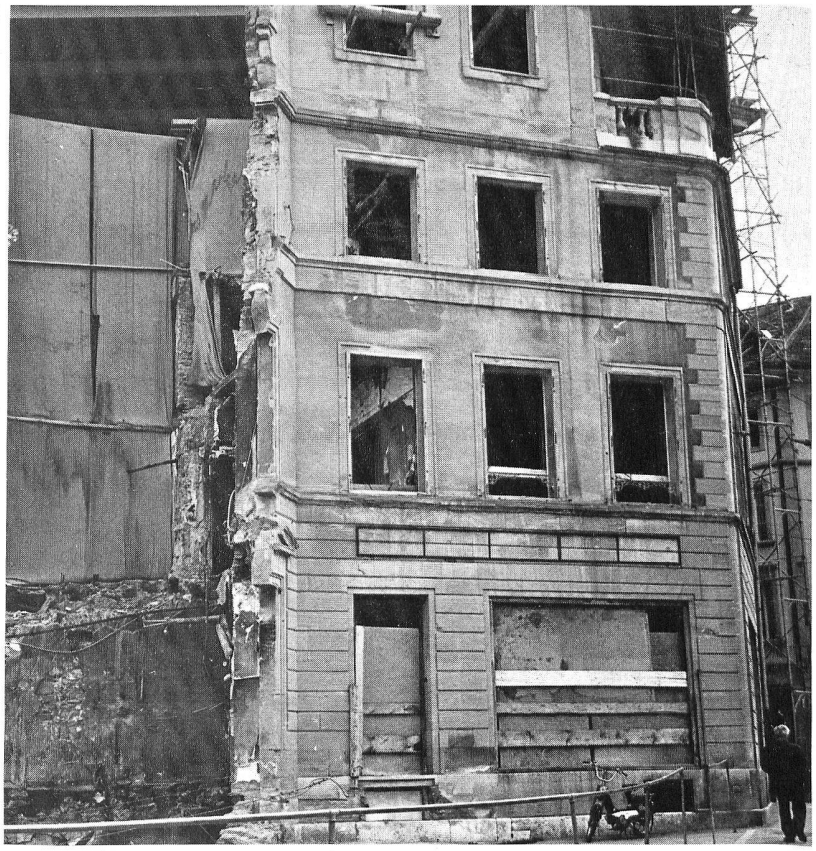
La surveillance des travaux fait notoirement défaut. L'utilisation des bâtiments échappe à toute réglementation, et quand un investisseur à vue trop courte, ne visant que le rendement immédiat, transforme une maison d'habitation spacieuse en boîte à studios, l'autorité publique est pratiquement sans pouvoir. C'est alors tout l'équilibre humain de la Vieille Ville qui est menacé, soit qu'en Basse Ville les logements familiaux reculent au profit des studios, soit que dans le quartier du Bourg, siège des administrations publiques, les bureaux prennent la place d'appartements, entraînant dans les deux cas l'exode de la population d'origine.

Fait plus grave encore, le «règlement» ne semble fait que pour les particuliers, car le canton et la commune sont les

3



4



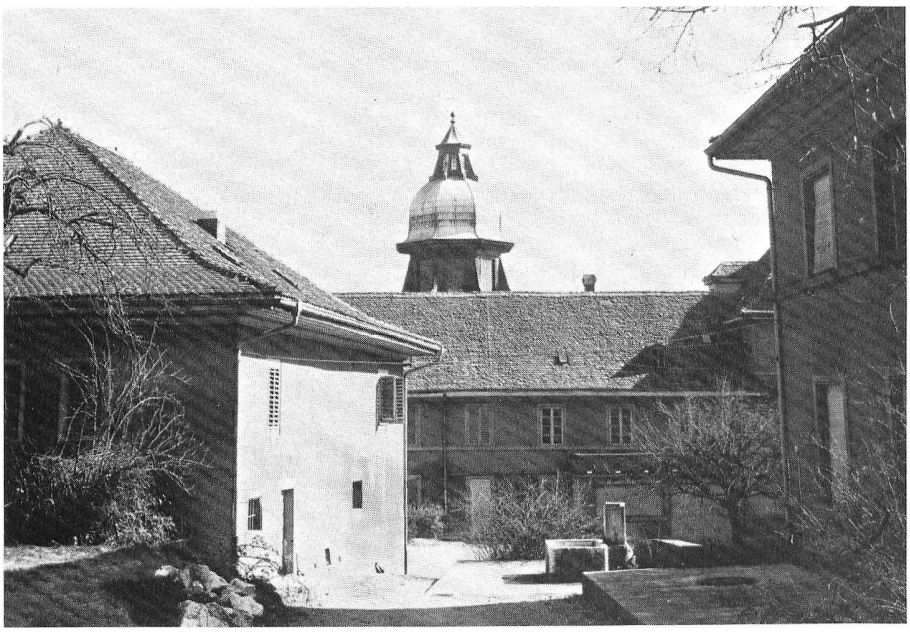
4

premiers à ne pas le respecter: on «chicanera» sur la forme d'une lucarne, mais on laissera impunément couvrir de plastique la patinoire au pied de l'église des Augustins, et, alors que les espaces verts ont été déjà bien réduits, l'Etat construit sur les anciens jardins du Séminaire et de la Villa de Diesbasch à la porte de Morat, en pleine zone dite protégée.

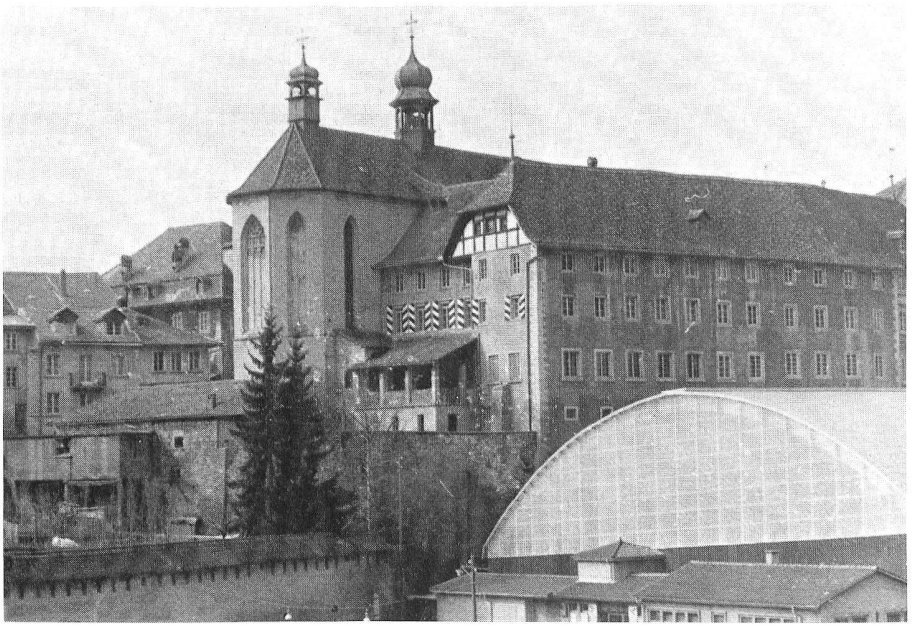
Enfin, dans sa délimitation, cette zone protégée ne recouvre pas l'ensemble de la ville ancienne: on a «oublié» d'inclure l'ancien Hôpital des Bourgeois et la rue de Romont. Nous sommes ici au contact du centre ville, zone d'extension et bientôt «chasse gardée» des banques, compagnies d'assurances et grands magasins. C'est le voisinage du pot de terre et du pot de fer, et le résultat, nous l'avons sous les yeux: de la limite du secteur protégé de la Vieille Ville à la place Georges-Python jusqu'à la place de la Gare, le centre ville est comparable à celui d'une ville allemande reconstruite après la Seconde Guerre mondiale. Cette cacophonie de constructions est la conséquence d'un urbanisme au coup par coup, d'un système qui offrait aux promoteurs un choix «à la carte» en l'absence d'un plan d'aménagement et d'une conception du centre ville. Cette mini-City, dans sa croissance anarchique, menaçait même d'étendre ses tentacules sur les quartiers en bordure du centre, de Pérolles, de Beauregard et d'Alt, quartiers à l'architecture 1900 d'un réel intérêt mais ne bénéficiant d'aucune protection. Heureusement, ces ensembles architecturaux forment aussi des ensembles humains, et les projets du temps de surchauffe se heurtèrent, particulièrement dans le quartier d'Alt, à une vigoureuse résistance populaire, avant de se dégonfler tout naturellement sous l'effet de la récession.

5

6



7



---

1 *De la Vieille Ville en accord parfait avec son site,*
2 *aux ruelles à la dominante verticale des maisons médiévales,*
3 *à l'architecture 1900 du quartier d'Alt,*

autant d'ensembles architecturaux à mettre en valeur.

Mais tout cela menacé par l'indifférence et le laisser-aller:

4 *Ici, l'entrée de la Vieille Ville est déparée par un immeuble incendié... depuis quatre ans,*
5 *de même que, en face du Musée, les anciens abattoirs.*
6 *L'ancien Hôpital des Bourgeois est à l'abandon, inutilisé depuis huit ans...*
7 *Et là, on a laissé faire cette couverture de la patinoire au pied de l'église des Augustins..*

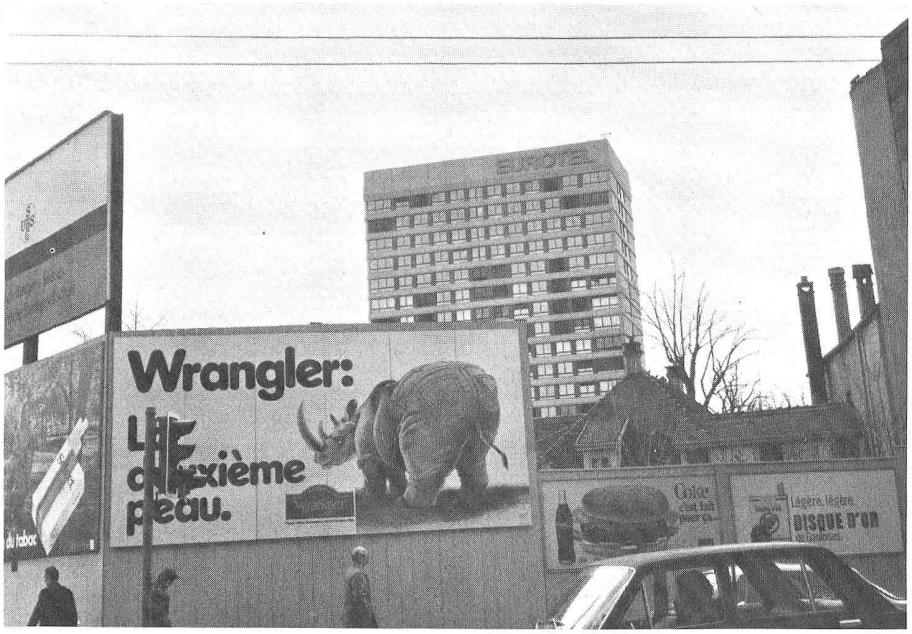
Depuis lors, en deux ou trois ans, Fribourg a perdu près d'un dixième de sa population, ce qui a donné un sérieux coup de frein aux constructions nouvelles et particulièrement à l'urbanisation périphérique. Cette pause peut être une chance pour la ville. Car Fribourg a-t-elle intérêt à s'entourer d'une ceinture de HLM, excroissances aussi vite construites que mal structurées, alors que ses quartiers centraux se dégradent, provoquant l'exode des contribuables aisés vers des résidences campagnardes en dehors des limites de la commune? Cette réalité nouvelle de la période de stagnation que nous traversons n'a pourtant pas été prise en compte par nos édiles, qui ne conçoivent encore et toujours qu'une croissance continue: la réalité évoluant plus rapidement que les mentalités.
L'élaboration tardive d'un plan d'aménagement, par des techniciens compétents, devrait cependant favoriser un changement d'optique, abandonnant les vues de l'esprit et les plans tirés sur la comète pour une approche plus réaliste, plus humaine et moins abstraite, partant de ce qui existe, de manière à éviter tout gaspillage de ressources, d'énergie et d'espace pour le meilleur usage de notre environnement construit. La mise en valeur des quartiers existants, la restauration des bâtiments, l'aménagement des espaces publics (Fribourg ne compte encore aucune zone piétonnière, ne serait-ce qu'à l'état de projet...) offrent un champ d'activité important.

Le rôle de Pro Fribourg
Pro Fribourg, fort de ses 1600 adhérants, par sa revue trimestrielle tirant à 3000 exemplaires (doublé d'une édition en langue allemande à parution plus espacée), dispose d'un canal d'information efficace et souvent relayé par la presse locale et extérieure. Bien que l'impact de son activité soit difficile à évaluer, *Pro Fribourg* est devenu une composante de la vie publique fribour-

8

9

10



Au centre ville: le gâchis et l'incohérence

8 *La désespérante monotonie de la rue Saint-Pierre.*
9 *La cacophonie architecturale des Grand'Places.*
10 *Avenue de la Gare: depuis six ans, une démolition abusive laisse ce terrain vague en plein centre ville.*

Et partout la circulation automobile empiète sur les espaces publics

11 *Ici la place Georges-Python et son kiosque à musique égaré au milieu des voitures en stationnement.*
12 *Aucune rue piétonne, et pourtant voici ce que pourrait donner la rue de Lausanne débarrasssée de la circulation (exceptionnellement un jour de kermesse).*

geoise. Seule revue culturelle à parution régulière (hélas...), elle apporte un élément nouveau dans un paysage politique fort terne, qui ne s'anime un peu qu'une fois tous les quatre ans, à la veille des élections communales, seule occasion où les citoyens de la ville ont la possibilité de s'exprimer. Car ici les droits populaires sont plus restreints qu'ailleurs, réglés qu'ils sont par une loi désuète du siècle dernier, qui n'assure pas une séparation convenable des pouvoirs entre un exécutif tout-puissant et un législatif de pure forme, et n'admet pas de recours au référendum. De telles conditions ne favorisent évidemment pas une participation suivie des citoyens à la vie de la cité et, dans une mentalité encore fortement marquée par un passé rural et catholique, avec son respect traditionnel de l'instituteur, du curé et du notable, la conduite des affaires publiques est restée imprégnée jusqu'à ce jour d'un solide paternalisme.

Mais les mentalités lentement évoluent et les Fribourgeois, qui ont appris pendant des siècles à se taire, commencent à avoir des réactions de grogne et de rogne face aux transformations cahotiques de leur ville, entreprises sans qu'on leur demande leur avis. Ces réactions, les partis politiques ne peuvent continuer à les ignorer sans risque.

Pro Fribourg a donc mené une campagne d'information constante sur les problèmes du centre ville. Les projets successifs d'une route express au travers de la ville, d'un centre commercial sous la place de la Gare et de l'hôtel-tour Eurotel aux Grand'Places ont été vigoureusement combattus, non sans résultats: le premier dort dans un tiroir, le second a été définitivement enterré et le troisième n'a pu être réalisé, avec un sérieux retard, que pour démontrer l'incohérence d'un urbanisme au coup par coup au gré d'un promoteur et souligner l'absence d'un plan d'aménagement.

Le plan d'aménagement, nous l'avons vu, s'élabore et, cette fois-ci, en consultations avec les associations locales, dont Pro Fribourg, au sein d'une grande commission. C'est là un premier pas timide des autorités vers ce qui devrait être un urbanisme démocratique. Pro Fribourg a choisi de jouer le jeu, persuadé que cette évolution doit être encouragée et rendue irréversible.

C'est dans cette optique que notre mouvement s'est tourné vers un quartier 1900, menacé il y a peu d'années par une extension du centre ville: le quartier d'Alt. En collaboration avec l'association des habitants de l'Université, une vaste étude a été entreprise. Deux cahiers de la revue ont déjà été consacrés successivement à l'inventaire architectural et à l'enquête sociologique; un troisième, à paraître en septembre[2], présentera les perspectives d'avenir du quartier telles que les habitants, partant de leur vécu quotidien, les perçoivent. Cette démarche sera le contrepoids démocratique, et le complément indispensable — souhaitons-le — de la démarche technocratique des urbanistes. Car il y a actuellement divorce entre ceux qui «dominent» les problèmes mais ne les «vivent» pas et ceux qui les «vivent».

«Démocratiser l'urbanisme», c'est évidemment plus vite dit que fait. L'expérience du quartier d'Alt montre quels sont les obstacles à surmonter: dans ce dialogue à trois entre autorités, urbanistes et habitants, chacun a sa part de chemin à faire. Les habitants au départ savent surtout ce qu'ils ne veulent à aucun prix: «Qu'on ne démolisse pas le quartier!», «Qu'on ne construise pas de blocs et de tours!», «Qu'on ne laisse pas les voitures nous envahir!», c'est clair. Mais quand il s'agit de définir ce que l'on veut, les choses se compliquent: on ne nous a jamais rien demandé et il est difficile de formuler ses désirs, on se heurte au langage des techniciens, à leur jargon, à leurs conceptions abstraites, à leurs plans difficilement lisibles. Supposons un instant que les urbanistes doivent non plus présenter mais «vendre» leurs projets, il y aurait à coup sûr changement immédiat de langage!

Quant aux autorités, elles ont aussi un grand pas à faire: crispées qu'elles sont sur la parcelle de pouvoir qu'elles détiennent, elles sont peu prêtes au dialogue. Le mandat qu'elles ont reçu n'est cependant pas un chèque en blanc: leur rôle premier est de défendre l'intérêt public face à des pressions économiques qui sont de plus en plus le pouvoir *réel*.

Ainsi notre ville se dégrade, on croit répondre à des besoins de prestige, on ignore les besoins des habitants. Et alors qu'il y a des bâtiments publics en ruine, à l'abandon ou sous-utilisés (Anciens abattoirs, Werkhof, Hôpital des Bourgeois entre autres), on préférerait se lancer dans des projets tels qu'une salle de congrès-théâtre à 20 millions.

Pro Fribourg a apparemment encore sa raison d'être... **G. Bourgarel**

11

12

[1] *Introduction à la participation.* «Trois régions de l'Europe: Alsace/Bade-Wurtemberg/Cantons suisses», par Dan Bernfeld, 4, rue de la Division-Leclerc, F — 67000 Strasbourg. 20 fr. s.

[2] Des cahiers spécimens de *Pro Fribourg* peuvent être obtenus sur simple demande à son secrétariat: Stalden 14, 1700 Fribourg. (Abonnement annuel: 15 fr., au CCP 17-6883.)